

Coordonné par  
Zineb Majdouli  
et Tiphaine Zetlaoui

# 27



## Médias et Contre-cultures

L'Harmattan

Revue  
  
CIRCAV  
N° 27  
Université de Lille

### Entretien avec Fabien Granjon autour de l'ouvrage *Mobilisation numériques*

Fabien Granjon est sociologue, professeur en sciences de l'information et de la communication au sein de l'Université Paris 8. Il est membre du Centre d'études sur les médias, les technologies et l'internationalisation (CEMTI), laboratoire interdisciplinaire qu'il a dirigé de 2013 à 2017. En collaboration avec Venetia Papa (Cyprus University of Technology) et Gokce Tuncel (EHESS), il a publié, en juin 2017, aux Presses des Mines, *Mobilisations numériques. Politiques du conflit et technologies médiatiques*. À l'occasion du numéro des cahiers du CIRCAV « Médias et contre-cultures », Fabien Granjon nous a accordé un entretien.

**Pour commencer, pouvez-vous donner à nos lectrices/lecteurs (des jeunes chercheur.e.s) un aperçu du contenu de *Mobilisations numériques* ?**

L'ouvrage part du constat que l'informatique connectée est devenue un outil essentiel pour un nombre croissant de mouvements sociaux qui en développent des usages variés afin d'ouvrir de nouveaux modes de participation à l'action collective, d'élargir le spectre des participants aux dynamiques protestataires, ou encore de faciliter la tenue de mobilisations, parfois de grande ampleur et de haute intensité. Le « réseau des réseaux » et la téléphonie mobile ont par exemple été largement mobilisés durant des séquences de conflit ouvert. Force est de constater que durant des périodes d'instabilité sociale et politique, les médias numériques supportent tout particulièrement la possibilité de nouvelles interactions entre individus engagés. Ils autorisent le déploiement de formes de visibilité et d'adresse qui n'étaient pas nécessairement à l'œuvre auparavant.

Les technologies numériques d'information et de communication (TNIC) font également partie du répertoire des instruments nécessaires à l'entretien des logiques contestataires durant les périodes de basse ou de moyenne intensités, notamment s'agissant des capacités de mobilisation. Les dispositifs en ligne ouvrent à la constitution de vastes regroupements inédits et facilitent les échanges entre individus ne se réclamant d'aucune forme de légitimité organisationnelle prévalant traditionnellement à la prise de parole publique. Ils renouvellent les modalités de production, de circulation et d'appropriation des informations et des savoirs militants et permettent que soit reposée la question de la construction symbolique des antagonismes sociaux. Surtout, les TNIC ont ouvert des potentialités inédites pour dire le sens en lieu et place des intermédiaires convenus, fournir leurs propres cadres d'interprétation et produire des scènes d'apparition publiques alternatives, construites sur des réseaux d'échanges d'information plus horizontaux et dont les contenus peuvent être repris par les médias dominants. De la même manière qu'elles permettent des formes d'action collective plus diverses, ces scènes alternatives autorisent également des formes énonciatives et réceptives plus bigarrées et plus individualisées, qui résonnent davantage avec les logiques de défiance de plus en plus prononcées vis-à-vis des grands collectifs hiérarchisés, des institutions démocratiques et des élites politico-médiatiques, produits des politiques représentatives. Les mouvements sociaux de ces vingt dernières années ont ainsi développé des formes d'engagement différant sensiblement de celles qui structuraient le fonctionnement des luttes sociales antérieures, n'allant pas nécessairement et immédiatement vers la construction de collectifs institutionnalisés.

*Mobilisations numériques* a vocation à donner aux lectrices et lecteurs curieux de cette rencontre entre technologies médiatiques et critique sociale, quelques repères utiles pour saisir la dialectique technopolitique sur laquelle repose, aujourd'hui, nombre de politiques du conflit. L'ouvrage expose donc les principaux travaux qui ces dernières années, ont tenté de saisir la manière dont les TNIC cadrent et déplacent les activités et les opérations « traditionnelles » de l'action collective et de l'engagement militant, mais en se prémunissant de l'idée que le « renouveau » des logiques contestataires serait le précipité *techno*-logique du progrès technique. Nous avons organisé le livre en deux parties. La première d'entre elles tente, à partir de quelques cas emblématiques parcourant un siècle de luttes sociales – de la révolution russe aux « mouvements de crise » – de redonner un peu de profondeur historique aux usages politiques des technologies médiatiques. La seconde partie s'efforce de statuer sur quelques-uns des traits dominants des politiques du conflit les plus récentes, en lien avec les pratiques qu'elles développent des TNIC. Nous avons fait en sorte que le couplage de ces deux séquences permette, d'une part, de relativiser le caractère supposé

inédit de l'usage des technologies médiatiques par les mouvements sociaux et, d'autre part, de rentrer quelque peu dans le détail de ce que ceux-ci font des TNIC.

**La notion de conflit est centrale dans votre travail sur les mouvements contestataires à l'ère du numérique. Pourriez-vous donner un aperçu de ce que vous entendez par cette notion ?**

Pour qui travaille sur la critique sociale, le conflit est évidemment un aspect tout à fait essentiel du phénomène puisqu'il rend compte du fait que des intérêts singuliers plus ou moins formalisés s'opposent à d'autres intérêts et conduisent à des affrontements qui vont s'appuyer sur des ressources et un répertoire d'action particuliers, nécessiter des alliances, produire des représentations et construire des rapports de force. Dans *Mobilisations numériques*, nous avons notamment utilisé l'expression « *politiques du conflit* » que nous empruntons à Charles Tilly et Sidney Tarrow. Ils ont forgé le concept pour décrire une gamme étendue de luttes politiques qui, d'une manière ou d'une autre, convoquent des acteurs étatiques en tant qu'ils peuvent se trouver au cœur même du conflit, en être les arbitres ou bien être les destinataires des revendications. Cette notion nous intéressait pour sa conception extensive des mouvements sociaux et des dynamiques de l'action collective car aujourd'hui, il n'est pas une mobilisation sociale qui ne s'appuie pas sur les potentiels de l'informatique connectée à des fins de communication interne, de mobilisation du consensus et de l'action, de partage de l'expertise, de processus d'intéressement à destination des médias dominants, etc. Certaines organisations militantes ou certains secteurs spécifiques de ces dernières sont même parfois dédiés à ces formes singulières de *mobilisations informationnelles*. Les conflits sociaux, culturels, politiques, etc., s'accompagnent toujours d'un *front médiatique* et de productions symboliques variées qui sont elles aussi conflictuelles.

**Vous n'utilisez que rarement la notion de contre-culture. Dans quelle mesure vous la penseriez pertinente pour qualifier les mobilisations numériques sur lesquelles vous avez travaillé avec vos collaboratrices ?**

Il me semble en effet que le terme n'est à aucun moment mobilisé dans notre ouvrage. Si l'on s'en tient par exemple à la définition que donne Guillaume le Blanc de la contre-culture, à savoir un acte culturel qui tente de s'opposer aux schémas sociaux, culturelles et politiques dominants, une partie de l'usage des médias numériques par les mouvements sociaux pourraient éventuellement être décrite comme relevant de phénomènes contre-culturels. Je pense en particulier aux luttes menées pour imposer des explications et des représentations alternatives aux catégories d'analyse hégémoniques. Au sein de la littérature dédiée, la chose a toutefois été plutôt pensée en termes de visibilité, de publicité et de construction des problèmes publics. Dès les années 1990, la diffusion des TNIC a initié un ensemble de réflexions quant à ce que leurs usages pouvaient éventuellement modifier à l'implication des citoyens, la mobilisation du consensus (et de l'action), ainsi qu'à la construction publique des revendications portées par les acteurs de la conflictualité sociale. Cet intérêt de connaissance s'est d'ailleurs trouvé renforcé à mesure que la sphère de l'action publique a multiplié son recours à des dispositifs participatifs visant à impliquer bien au-delà des seuls experts et spécialistes, sur la base d'une construction procédurale et discursive de la légitimité décisionnelle. L'informatique connectée est alors apparue comme permettant d'installer concrètement des formes de gouvernance plus adaptées à une société qui, dorénavant, serait, selon certains, plus horizontale et décentralisée. Plus largement, il s'est alors agi de s'interroger sur la manière dont la reconfiguration de l'écosystème médiatique – presse, audiovisuel, réseaux –, ainsi que l'émergence d'outils numériques de formalisation de l'opinion publique participent de l'évolution des formes de démocratie, et notamment de celles qui traversent la conflictualité sociale et ses communautés d'action. Un certain nombre de recherches

ont ainsi tenté de déplacer l'attention pour les espaces médiatiques de la *polis*, mixant intérêts politiques et marchands, vers un intérêt pour les sphères publiques autonomes qui valent d'abord pour ceux qui portent les combats sociaux qui en sont à l'origine. La production symbolique relève d'une politique de la représentation, mais aussi d'une problématique de l'*agency* et de l'*empowerment*, c'est-à-dire de capacités à agir. Produire du symbolique, le mettre en visibilité, en discussion, peut concourir à l'obtention de nouvelles capacités pratiques d'action, de subjectivation et d'individuation qu'il est peut-être possible de décrire comme au fondement de processus contre-culturels.

**Nous avons essayé dans ce numéro de mettre en avant la question suivante : comment se fait-il que les mouvements contestataires utilisent les mêmes moyens médiatiques – par exemple Facebook – dont, par ailleurs, ils dressent la critique ?**

Les effets de convergence dus à la numérisation du signe font, aujourd'hui, jouer à Internet un rôle tout à fait central, puisque l'informatique connectée permet de rassembler plusieurs formes de production médiatique (écrits, sons, images fixes et animées), d'en faciliter la production et l'articulation (intertextualité, interdiscursivité) et de les coupler aisément à des espaces de commentaires, de débats et de sociabilité conduisant potentiellement à l'édification d'*espaces publics oppositionnels*. Force est en effet de constater que si le mouvement altermondialiste s'est largement appuyé sur le mail, les listes de diffusion, les systèmes de publication ouverts et les blogs, les mouvements les plus récents, se sont, eux, emparés des dispositifs du Web 2.0 et notamment des sites de réseaux sociaux. Et ce, au point que les productions de la conflictualité sociale, par exemple des vidéos de manifestation, se retrouvent, aujourd'hui, davantage sur des plateformes commerciales (YouTube, Facebook, etc.) que sur des dispositifs spécialisés. Plusieurs explications peuvent être apportées à ce phénomène. D'une part, les mobilisations d'ampleur de ces dernières années (Occupy, Indignados, révolutions arabes, etc.) comptent dans leurs rangs un forte proportion de « *digital natives* » qui ont l'habitude d'utiliser ces services commerciaux et en ont logiquement fait usage dans un cadre d'action collective dont la dimension relationnelle s'avère des plus importantes. D'autre part, il faut prendre en compte le caractère somme toute novateur de ces mouvements. Les mobilisations numériques se sont greffées sur des mouvements de masse touchant à tous les secteurs de la société et ce, dans des contextes singuliers se caractérisant parfois par la faiblesse des médiateurs politiques traditionnels – associations, partis politiques, syndicats. Les dispositifs numériques utilisés n'ont donc pas été en premier lieu les médias militants, mais les plateformes utilisées communément par des sujets « ordinaires ». D'ailleurs, de nombreux discours mâtinés de médiacentrisme ont fait de Facebook, Twitter et autres SNS les principaux acteurs, voire les instigateurs des révolutions arabes, au point que d'aucuns ont avancé, bien imprudemment, l'idée que l'on assisterait à des « *social media revolutions* ». C'est aller bien vite en besogne. Ces affirmations superficielles effacent notamment le rôle de la conflictualité sociale. Elles font d'abord des élites intellectuelles, éduquées et connectées, les principales instigatrices des mobilisations. Cette focale octroie une moindre centralité à tous ces citoyens issus des classes populaires, sans doute beaucoup moins, voire pas du tout connectés, dont le rôle fût pourtant essentiel dans les mobilisations. Les racines du mouvement de protestation qui s'est *in fine* traduit par une mobilisation permanente des rues tunisoise et cairote plongent dans les régions reculées des bassins miniers, des territoires fortement industrialisés et des couches sociales les plus pauvres. En Égypte, comme en Tunisie, les luttes ouvrières ont été décisives car elles ont entretenu les foyers essentiels de la protestation. Certaines d'entre elles ont donné lieu à la création d'espaces numériques dédiés, telle la page Facebook relayant l'appel à la grève des ouvriers de Mahalla El-Kubra – la ville égyptienne qui abrite la plus grande usine de textile du pays –, rassemblant près de 70 000 individus en avril 2008, ou la « Note rouge » des blogueurs tunisiens en soutien aux mobilisations du bassin minier de Gafsa.

## **La multitude d'approches théoriques produites par les universitaires sur les médias numériques à l'aune des problématiques relevant de la contestation n'est-elle pas l'expression d'une réalité qui s'opère de manière très complexe ?**

La complexité supposée de certains objets – par rapport à d'autres qui seraient donc plus « simples » ou juste compliqués – me laisse toujours perplexe. À partir du moment où l'on considère les objets de recherche, quels qu'ils soient, comme ayant une nature sociale, la complexité devient une caractéristique effective de ces objets. C'est vrai pour Internet, mais aussi pour une fourchette ou une table, parce que ladite complexité est moins liée à la prétendue nature des choses qu'au regard qu'il s'agit de poser sur elles. Or un regard sociologique entendu dans un sens large n'est jamais simple et l'est encore moins s'il est critique, c'est-à-dire s'il cherche à reconstituer l'unité des diverses dimensions de la vie sociale en ce qu'elles sont la conséquence de formes de domination sociale qui entretiennent des relations entre elles. On touche, là, à un point central qui est généralement très mal compris. Cet effort de *totalisation* n'a pas vocation à rendre compte de tous les aspects d'une réalité sociale, mais à mettre au jour des ensembles structurés de relations qui unissent le tout à ses éléments et les éléments entre eux, mais sous un angle particulier théoriquement fondé, c'est-à-dire qui opère nécessairement une simplification, n'éclairant forcément l'objet de recherche que des lumières d'un point de vue singulier. La vue doit toujours à un point de vue. Pour la critique, le concret n'est pas ce qui se donne à la simple observation, mais, d'une part, ce qui peut expliquer qu'un fait est ce qu'il est, un résultat, alors qu'il pourrait être autrement et, d'autre part, le résultat d'une synthèse, un objet de synthèse qui ne peut donner lieu à une observation directe, mais qui se donne à la reconstitution. Par exemple, pour conclure à la domination masculine, il faut rassembler et synthétiser le fait que les femmes sont moins payées, ont des jobs à temps partiel plus souvent que les hommes, sont davantage victimes de violence, ont des retraites moindre, etc. C'est par cet effort de totalisation que l'on peut conclure à l'existence d'une forme de domination spécifique.

Mais pour en revenir à nos « moutons numériques », nous avons été, en effet, particulièrement frappés par la quantité de travaux existant sur le sujet. Les références bibliographiques que nous avons intégrées à cet ouvrage sont pléthoriques et nous n'avons évidemment pu nous approprier qu'une partie seulement de la littérature existante. Cet état de fait peut, je crois, nous donner à réfléchir dans deux directions. La première d'entre elles tient à la pente inflationniste de la production scientifique qui, sur une thématique aussi étroite, engendre tout de même une quantité de travaux impressionnante. Un chercheur, même hyperspécialisé, aura à l'évidence bien du mal à s'enquérir de toutes les nouveautés éditoriales du sous-champ considéré. Les sciences sociales ne sont pas des sciences à proprement parler cumulatives ce qui, en soi, peut ne pas être un problème. Toutefois, sous le coup des politiques libérales des sciences et des normes de production internationales qui font du « *publish or perish* » et de l'hyperindividualisation des carrières professionnels des règles centrales, on constate une surabondance éditoriale qui, elle, pose un vrai problème, notamment parce que la qualité des travaux n'est pas toujours au rendez-vous. En la matière, produire moins pour produire mieux pourrait être une règle salutaire : *pluralitas non est ponenda sine necessitate*.

L'abondance des publications touchant à ce domaine nous invite à considérer qu'il s'agit aussi d'une réponse à un état de fait, à savoir que la conflictualité sociale ne cesse de se développer à l'échelle internationale. Les volontés pratiques de dépassement du capitalisme ont été particulièrement actives ces dernières années et plongent la mondialisation capitaliste dans une *crise permanente*, à la fois institutionnelle, idéologique, de légitimité, etc. Cet important niveau d'affrontement social qui prend forme dans des grèves, manifestations,

insurrections, émeutes, etc., se couple notamment à la nécessité d'avoir recours à des technologies médiatiques qui organisent matériellement la diffusion, la mise en visibilité/publicité et la discussion d'une grande variété de productions symboliques – informations, savoirs, idéologies – prenant part à la conflictualité sociale. Tout comme la plupart des activités sociales contemporaines, notamment politiques, les *politiques du conflit* ont partie liée avec une variété de supports technologiques au sein de laquelle l'informatique connectée occupe bien évidemment une place de choix.

**Votre ouvrage s'appuie donc sur un grand nombre de travaux empiriques et de courants théoriques qui font l'objet d'analyses critiques souvent nuancées, comme celles portant sur certains travaux de Manuel Castells. Appartenez-vous malgré tout à une école de pensée particulière ? Cet ouvrage n'a-t-il pas vocation de créer un courant d'études qui serait à la confluence des SIC et de la sociologie de l'action collective ?**

Comme vous le savez, j'ai beaucoup de mal avec les réflexes disciplinaires, les communautarismes académiques et la division sociale du travail universitaire. La réservation de pré-carrés cache toujours des positions de pouvoir et des agir stratégiques. Les origines géographiques et disciplinaires des travaux que nous avons passés en revue sont vraiment très variées et c'est fort bien ainsi. L'on peut travailler sur cette thématique du « technopolitique » depuis une inscription dans des sciences sociales synthétiques – histoire et sociologie – ou depuis des sciences sociales autonomisantes dont toute une série de *Studies* qui choisissent d'isoler un sous-système du fonctionnement social. La singularité et la difficulté des sciences de l'information et de la communication tient au fait que d'aucuns aimeraient en faire une de ces sciences autonomisantes isolant une classe spécifique d'objets qui serait désignable par le terme « communication ». Sauf que la communication n'est pas une sous-partie du social ou de la culture, mais un équivalent. On pourrait, là, reprendre et détourner la formule d'Hegel : « le particulier est le général lui-même ». Je n'ai, pour ma part, aucune ambition de créer un quelconque courant d'études et encore moins avec cet ouvrage dont la vocation n'est pas de proposer un cadre théorique original pour penser la rencontre des mouvements sociaux et des dispositifs médiatiques mais, plus modestement, de dresser un état de l'art permettant d'y voir un peu plus clair dans le foisonnement des travaux existants. En revanche, ce qui me semble important est en effet de réaffirmer la nécessité de la *critique*. Sous cet angle, peut-être serait-il possible d'affirmer que j'appartiens à une « école de pensée », bien que le syntagme ne me dise rien qui vaille.

**Précisément, pouvez-vous nous en dire plus sur ce que vous entendez par « critique » car cela semble central dans votre manière d'envisager vos recherches ?**

La perspective critique que je défends puise dans plusieurs traditions de recherche : la Théorie critique, la philosophie sociale, les mille marxismes hétérodoxes, la sociologie de la domination et d'autres encore. Ce qui fait lien entre ces différentes perspectives qui ne sont pas toujours, tant s'en faut, sur la même longueur d'onde tient entre autres choses à leur désir de mettre au jour les déterminations et les ordres sociaux en tant qu'ils sont le produit d'une histoire et de relations sociales, culturelles, politiques, et pèsent sur les sujets sociaux au travers de phénomènes variés de domination. Couplé à cet effort de dénaturalisation, la critique suppose également un attachement aux processus de transformation sociale, à la *praxis*, et ne peut donc s'envisager en dehors d'un engagement. La critique part du principe que la production scientifique est engagée *par* le monde – il y a de fait des politiques des sciences –, mais aussi engagée *dans* le monde, c'est-à-dire qu'elle se doit de prendre (sa) part à l'actualisation de possibles émancipatoires. Elle n'est donc pas seulement une vigilance épistémologique ou un travail strictement scolastique du négatif dont la vocation

serait par exemple de dépasser les imperfections théoriques. Contrairement à ce que d'aucuns tentent parfois d'en faire pour la rendre inoffensive, elle ne peut se résumer à l'exercice d'une critique interne des sciences sociales – contrôle, mise en débat des résultats par les pairs, etc. Sous condition de la critique, ce à quoi peuvent servir modestement les sciences sociales tient à leur capacité à révéler les idéologies dominantes, à dé-fétichiser les rapports sociaux, à armer intellectuellement les sujets, à augmenter leur puissance de penser et les mettre un peu plus en capacité de sortir de la minorité. La critique est donc fondamentalement politique et ne saurait se satisfaire des postures distinctives de certains chercheurs qui revendiquent l'étiquette sans en défendre le *nomos*, mais ceci est un autre problème.

**L'ouvrage ne traite pas des questions relatives à la méthodologie utilisée par les chercheurs pour enquêter sur leur objet d'étude. Quelles difficultés avez-vous rencontré en termes d'observation, de passation d'entretien et de récoltes de données par rapport au terrain de la techno-contestation ? Quels conseils donneriez-vous aux jeunes chercheurs qui souhaiteraient travailler sur ces objets de recherche ?**

*Mobilisations numériques* est un ouvrage qui présente les principaux résultats et modèles d'analyse de la recherche en sciences sociales dans le domaine des usages des technologies médiatiques par des acteurs pour le moins variés de la conflictualité sociale. Il s'agit donc davantage d'un travail de synthèse et de discussion des travaux menés sur ce thème que le compte-rendu d'une enquête singulière, bien que nous ayons évidemment intégré certaines de nos propres recherches à ce panorama. Aussi, les aspects méthodologiques des travaux dont nous rendons compte n'ont pas donné lieu à des développements particuliers. Ce qui est remarquable, c'est la proportion non négligeable de la littérature anglo-saxonne qui s'appuie aujourd'hui sur des appareils de preuve qui profitent des opportunités offertes par la nouvelle physique des traces numériques et leur exploitation statistique. Le traitement des données est parfois d'une grande sophistication, mais les résultats produits ne sont pas toujours à la hauteur du déploiement de ces techno-logies. Nous avons eu, parfois, l'impression de nous retrouver face à un discours scientifique emprunt d'une nouvelle forme de positivisme, travaillé par un empirisme naïf qui, sous prétexte de travailler sur de grosses quantités de données (*big data*), d'utiliser des outils innovants et d'avoir l'opportunité de rendre visible des éléments difficilement appréhendables autrement que par le biais de ces dispositifs d'enquête (e.g. des réseaux de liens), se permettrait de faire l'économie d'une problématisation sérieuse de leur objet de recherche. Certains travaux semblent ainsi postuler que la réalité numérique parlerait d'elle-même, qu'il suffirait de l'observer pour en saisir la complexité et les déterminations. Or comme le suggérait Bachelard, le vecteur épistémologique va du rationnel au réel et non l'inverse. La réalité ne « parle » que si elle est préalablement interrogée par la mobilisation d'un point de vue construit théoriquement. Tout se passe comme si la possibilité nouvelle de mettre au jour certains éléments jusqu'alors peu objectivables valait pour une mise en énigme de la réalité numérique, laquelle reste fondamentalement sociale et demande, à ce titre, à être traitée selon les règles de la démarche de la recherche en sciences sociales. Si j'avais à donner quelques conseils aux jeunes chercheurs sur ce point particulier, ce serait évidemment de ne pas se laisser tenter par le quantophrénisme et la quête d'un universalisme d'ordre mathématique. Le social, même dans sa dimension numérique, ne peut être traité de la manière dont les sciences de la nature traitent leurs objets, n'en déplaise à ceux qui souhaiteraient voir les sciences cognitives donner le « la » aux sciences sociales et la sociologie analytique remiser définitivement les pensées critiques.

